

Les jeunes socialistes bruxellois sur Publifin: «Nous ne voulons pas faire de la politique comme cela»

Le Soir 5 février 2017

Une carte blanche signée : Yannick Piquet, Président de la Fédération Bruxelloise des Jeunes Socialistes, Noémie Roger (Ixelles), Lotfi Mostefa (Anderlecht), Martin Casier (Watermael-Boitsfort), Lara Thommès (Ganshoren), Matthieu Degrez (Schaerbeek), Caroline Dupont (Forest), David Acitorès (Ville de Bruxelles), Mathieu Vervoort (Evere), Delphine Houba (Ville de Bruxelles), Khalil Aouasti (Koekelberg), Leila Agic (Molenbeek Saint-Jean), Romain De Reusme (Ixelles), Emilie Eloy (Woluwe Saint-Pierre), Redouane Asaadi (Molenbeek Saint-Jean), Morgane Cheikh (Etudiants socialistes)

Les jeunes socialistes bruxellois reviennent sur l'affaire Publifin. Ils adressent cette carte blanche aux élus et chefs de file du PS bruxellois.

Ce message est simple et sans concession. Ceci n'est pas une leçon de morale, c'est un appel à la raison.

Ces dernières semaines, la colère et une tristesse profonde nous ont tous envahis. Nous avons vu nos valeurs trahies par quelques-uns, l'éthique élémentaire bafouée par un appât déshonorant du gain. La lutte des classes a été oubliée au profit d'un système qui n'a visé qu'à maintenir les privilèges de certains.

Sans réforme, ce sera sans nous

Des doutes persistants ont affaibli notre engagement envers le Parti. Pourtant, notre conviction que la politique peut changer les choses, elle, est restée imperturbable. Nous sommes convaincus que nombre d'entre vous partagent ce sentiment. Avec vous, nous voulons être fiers de notre mouvement politique et à plus forte raison, de la démocratie chaque jour à construire.

Nous ne voulons plus de cette minorité affairiste de la gauche qui s'aveugle devant l'évidence. Le socialisme auquel nous croyons reste bien vivant et nous permet, en nos cœurs endurcis, de rester soudés. Ce message en est le témoin.

Aussi, la conclusion que nous voulons porter avec vous est très claire :

1 Nous ne voulons pas faire et ne ferons pas de la politique comme cela. Le code de déontologie et de bonne gouvernance doit être mis en œuvre au plus vite pour Bruxelles.

2 Nous sommes conscients qu'un débat démocratique doit être mené afin de dégager des réformes au sein même de nos structures. Par respect pour le Parti et ses militants, ce débat doit vivre en interne, dans nos sections et nos Fédérations : non par voie de presse interposée.

3 Maintenant et pour une application dès la prochaine législature, nous voulons une réforme claire et sans ambiguïtés qui concrétise la fin du cumul des mandats. Cette réforme est incontournable pour toutes celles et ceux pour lesquels nous nous engageons chaque jour.

Nous ne pourrions envisager de donner plus de temps et d'énergie à la chose publique autrement. Sans cette réforme, le prochain tour, ce sera sans nous.

Publifin: des jeunes socialistes mettent la pression sur leur parti

Le Soir - DAVID COPPI – 05/02/17

La pression ne retombe pas sur le PS. Elle s'exerce sur deux fronts : les réformes structurelles d'une part, le sort des mandataires impliqués dans les « affaires », de l'autre.

Sur le registre des réformes, un bureau de parti, le 23 janvier, avait dressé une liste de 21 mesures ayant trait à la limitation des rémunérations et au cumul des mandats, et il est question, au boulevard de l'Empereur, d'organiser un congrès spécial « gouvernance » avant l'été.

Dans ce contexte, une poignée de jeunes socialistes bruxellois ont signé une carte blanche engagée, qu'ils nous ont communiquée (à lire ci-dessous).

Un appel en trois temps

D'abord, celui de l'indignation mêlée de colère : « *Nous avons vu nos valeurs trahies par quelques-uns (...). La lutte des classes a été oubliée au profit d'un système qui n'a visé qu'à maintenir les privilèges de certains. Des doutes ont affaibli notre engagement envers le Parti. Pourtant, notre conviction que la politique peut changer les choses, elle, est restée imperturbable. Nous voulons être fiers de notre mouvement politique et de la démocratie chaque jour à construire. Nous ne voulons plus de cette minorité affairiste de la gauche qui s'aveugle devant l'évidence* ».

Deuxième temps, celui de la revendication : « *Nous sommes conscients qu'un débat démocratique doit être mené afin de dégager des réformes au sein même de nos structures. Par respect pour le Parti et ses militants, ce débat doit vivre en interne, dans nos sections et nos Fédérations : non par voie de presse interposée. Maintenant et pour une application dès la prochaine législature, nous voulons une réforme claire et sans ambiguïtés qui concrétise la fin du cumul des mandats.* »

Troisième temps : la mise en garde. En ces termes : « *Cette réforme est incontournable pour toutes celles et ceux pour lesquels nous nous engageons chaque jour. Nous ne pourrions envisager de donner plus de temps et d'énergie à la chose publique autrement* ». A savoir : « *Sans cette réforme, le prochain tour, ce sera sans nous* », ponctuent nos socialistes de moins de trente ans.

Robert Vertenueil y va

En outre, on l'a dit, le PS est appelé à se positionner vis-à-vis des mandataires mis en cause dans les « affaires » Publifin et Nethys. On sait que Stéphane Moreau, sous la pression du boulevard de l'Empereur, a lâché son poste de bourgmestre pour rester aux commandes de Nethys. En interne, il nous revient que certains s'interrogent : veiller à ne pas mélanger les genres entre les mondes politique et celui des affaires, cela ne devrait-il pas conduire Stéphane Moreau, s'il veut rester maître à Nethys, à prendre du recul par rapport à l'exécutif de la Fédération liégeoise et le bureau du PS ?

Dans le même temps, quid d'André Gilles, président du conseil d'administration de Publifin et de Nethys ? « *Il est arrivé qu'il menace certains de mes administrateurs* », a expliqué Zakia Khattabi, coprésidente d'Ecolo, dimanche sur Bel-RTL... Côté socialiste,

Patrick Prévot, député PS, a estimé, sur le plateau de RTL dimanche midi, que toutes les options restaient ouvertes en définitive, dont l'exclusion du parti.

A la RTBf, Robert Verteneuil, prochain secrétaire général de la FGTB, membre du PS, a jugé qu'« *un certain nombre de gens qui ont commis des actes doivent partir, ajoutant : Il importe de donner au président du PS les moyens de les faire sortir. Si M. Di Rupo n'en a pas la force ou la volonté, il faut en changer à la tête du parti* ».

Au PS, on précise que la « commission de déontologie » examine les dossiers problématiques et qu'après cela, si des manquements à l'éthique devaient être établis, le « comité de vigilance » statuera sur les sanctions.